
[Sarawak, Malaisie : les propriétaires terriens coutumiers continuent de s'opposer aux projets de plantations industrielles de palmiers à huile](#)

Le gouvernement de l'État du Sarawak a loué provisoirement à Woodijaya Sdn Bhd, filiale de Rimbunan Hijau Sdn Bhd, le Lot 197 Teraja LD et le Lot 1200 Puyut LD, qui totalisent 4 658 hectares. Cette concession d'une durée de 60 ans, qui a été accordée par le Département de l'Aménagement du Territoire, se superpose à des terres qui appartiennent aux Malays de Marudi et aux Ibans de Lubuk Amam.

Les leaders de ces deux communautés ont signalé à SAM que l'entreprise était entrée dans leurs terres coutumières en 2010, sans les avoir prévenus et sans leur consentement. Depuis cette date, les communautés ont supporté des pressions permanentes dues à la présence d'étrangers sur leurs terres, et elles ont subi les conséquences des plantations à grande échelle en régime de monoculture, comme la dégradation des sols et la pollution de l'eau. Ces communautés dépendent de la rivière pour avoir de l'eau potable et pour leurs activités quotidiennes. Ce projet a provoqué aussi une diminution de leurs moyens d'existence, puisqu'elles dépendent des forêts et de la rivière pour leur nourriture.

Depuis l'invasion de leur territoire, les communautés n'ont cessé de protester contre cette initiative. En mai 2010 elles ont créé un comité d'action dirigé par Othman Jais, Wasli Othman, Abang Lee et Suhaili Lie. Elles ont présenté de nombreuses plaintes et réclamations au Bureau du District à Marudi, sans aucun résultat. Elles ont écrit au Premier ministre du Sarawak de l'époque, Abdul Taib Mahmud, qui était aussi Ministre de la Planification des ressources et de l'Environnement, lui demandant d'annuler la concession de l'entreprise et de reconnaître leurs territoires et leurs droits indigènes coutumiers. Le comité a organisé également une série de rencontres avec les autorités locales et les représentants de l'entreprise. Il n'en est rien sorti non plus.

Le 8 mai 2012, après avoir essayé sans succès de faire sortir l'entreprise de leur territoire traditionnel, elles ont intenté un procès à Woodijaya auprès de la Haute Cour du Saba et du Sarawak, à Miri. Ces poursuites ont poussé Woodijaya à retirer toutes ses machines des terres traditionnelles qui leur appartiennent et, à ce jour, l'entreprise n'est pas revenue dans la région sans autorisation. L'affaire est en instance au tribunal.

Bien d'autres cas comme celui-ci sont en instance au tribunal par suite de la résistance opposée par les communautés aux grands projets de plantation.

Theivanai Amarthalingam, Sahabat Alam Malaysia (Les Amis de la Terre Malaisie), adresse électronique : theiva.lingam@gmail.com

